

DR



La place Paternoster à Londres, à côté de la cathédrale St Paul. Son propriétaire ? Mitsubishi. La multinationale peut en interdire l'accès à qui bon lui semble. En 2011, les militants du mouvement Occupy London avaient ainsi été délogés de cette place, qui donne également accès à la Bourse de Londres, sur injonction de la justice saisie par Mitsubishi.

L'espace public privatisé

Les achats de rues, squares, places et autres espaces publics par des entreprises privées se multiplient dans le monde et en particulier à Londres. Pour **Bradley Garrett**, l'Angleterre est en train de vivre la plus grande vente d'espaces publics depuis le mouvement des enclosures aux 17^{ème} et 18^{ème} siècles.

L'espace public, c'est davantage que l'espace entre des immeubles. C'est le lieu où nous nous reposons et nous nous relaxons, où nous rencontrons nos amis, et où nous sommes assurés, qui que nous soyons, d'avoir une place. Souvent, lors de moments critiques pour la démocratie, ce sont des lieux où l'on peut manifester pour défendre ses droits.

En Angleterre, nombreux sont les bâtiments auxquels l'accès est interdit ou payant. En revanche, dans l'espace public nous devrions nous sentir les bienvenus, quel que soit notre revenu, nos différences ou nos aspirations. En Angleterre, où presque toute la terre est privée, les espaces publics sont des sanctuaires vitaux pour l'égalité précisément parce qu'ils n'appartiennent à personne. Ils sont une propriété commune.

Les pseudos espaces publics

Durant ces dernières décennies, toutefois, peu de nouveaux espaces publics ont été créés et de nombreux espaces publics ont été vendus à des multinationales, et transformés en pseudos-espaces publics, appelés par euphémisme en anglais « Pops » (1) : des espaces publics propriété du privé. Londres, ce qui n'est guère étonnant, est l'épicentre de ces « Pops », mais ils font également leur apparition dans des projets de développement à Manchester, Liverpool, et Birmingham pour ne citer que quelques exemples.

Les espaces publics sont des sanctuaires vitaux pour la démocratie

Le développement des Pops provient de l'amenuisement progressif de la dépense publique, menant soit à une gestion communautaire soit à la vente de ces espaces. Le premier scénario est rare mais il montre qu'un modèle différent existe. A Sao Paulo au Brésil, par exemple, une nouvelle loi exige que chaque place publique soit cogérée par des citoyens, afin de répondre aux besoins locaux. Le plus souvent, hélas, de nombreux espaces publics sont en revanche confisqués par les multinationales sans aucune prise en compte des caractères locaux, ce qui donne l'impression, que ce soit à Toronto, Hong Kong, ou Los Angeles de se trouver toujours au même endroit.

Malgré la promesse de « régénération » brandie par les magasins éphémères, les cafés branchés et les scènes artistiques bourgeonnant un peu partout, une fois la poussière de l'événement retombée, trop souvent des espaces publics sont cédés aux multinationales en raison de l'austérité budgétaire. Dans ces nouveaux lieux publics, nos droits sont limités et s'exercent sous

la surveillance de caméras traquant la moindre transgression. Il est interdit d'y prendre des photos, de flâner, de manifester.

Le domaine public devient ainsi un espace réservé seulement à la consommation, toutes les autres activités sont vues comme subversives, déviantes. Même le fait de se rassembler devient une menace. La loi des multinationales l'emporte sur la loi commune. En d'autres termes, ceux qui ont acheté votre espace public veulent soit que vous consommiez, soit que vous quittiez les lieux.

Dans le centre commercial de Cabot Circus à Bristol, promener son chien, faire du vélo, pratiquer un art de la rue, fumer, faire la quête pour une organisation caritative, boire et faire du skate sont interdits. Le propriétaire de cet espace pseudo public, la firme d'investissement Hammerson, a traqué les téléphones portables avec le logiciel Path intelligence. A Londres, dans le projet du site pour le développement de la gare de King's Cross, les développeurs se réservent le droit d'« expulser ou d'interdire l'accès à toute personne trop bruyante ou se comportant de façon grossière ». Dans le quartier commerçant de Bull Ring à Birmingham, un homme s'est vu interdire de dessiner parce que cela représentait un danger selon les vigiles.

Les actions à mener

Il est clair, d'après ces exemples, que la privatisation de l'espace public est foncièrement antidémocratique, non légale, imposée et à mon avis doit être combattue.

Il y a deux ans, lors d'une conférence, j'ai suggéré l'idée d'une action en deux étapes pour défendre l'espace public britannique. La première étape consistait à occuper ces espaces, afin de rendre manifeste le fait qu'ils sont régis par la loi privée

et non publique. L'année dernière, nous avons tenu un séminaire non autorisé au sujet des espaces publics dans les Pops à côté de la mairie de Londres. (2)

La deuxième étape a été d'amener à une prise de conscience en réalisant une carte de tous ces pseudos espaces publics. En travaillant avec Guardian Cities et l'organisme Greenspace information for greater London (GiGL), nous avons terminé récemment cette carte, malgré l'absence ou le peu de soutien des mairies. Notre recherche d'informations s'est heurtée à des données publiques lacunaires ou payantes. Après deux années de travail, nous avons réussi à établir une carte recensant 50 lieux privatisés à Londres indûment. (3) Ce qui a provoqué la réaction du chef des Libéraux démocrates, Vince Cable, celui des travaillistes Jeremy Corbyn et celle du maire de Londres Sadiq Khan qui a déclaré vouloir lutter contre la privatisation de l'espace public.

Santé de la démocratie

Ces petites victoires donnent l'énergie pour mener de nouvelles actions. La question doit maintenant être débattue hors de Londres, dans chaque mairie du Royaume-Uni. C'est particulièrement important dans les petites villes et villes moyennes où la privatisation d'un seul espace public pourrait supprimer tout espace public libre. Et c'est alors un phénomène, vu les finances des mairies, probablement irréversible.

L'espace est fondamental pour la santé de notre *polis*. N'oublions pas les espaces verts dont la fréquentation permet l'éveil de la sensibilité à la nature dès le plus jeune âge. Transformez ces lieux en zones d'exclusion policiée et nos enfants joueront au football la tête dans des casques de réalité virtuelle plutôt que sur un terrain ou un pré enherbé. Perdre de vue l'espace public local mène à la pente glissante de l'aliénation, de la solitude, de la déconnection et de l'apathie. La vente de l'espace public revient à appliquer la logique de l'aéroport, un espace privé, à l'extérieur, et à faire de nous citoyens, de simples résidents.

Lorsqu'il est question d'espace public, il ne faut pas se sentir dégoûté par des discussions ennuyeuses sur l'urbanisme ou la politique foncière, parce qu'au-delà d'une conversation sur la géographie se pose la question bien plus importante de savoir dans quel genre de société nous voulons vivre et quel monde nous laisserons aux générations futures. Ces politiques de privatisation, explicitement ou implicitement assumées par tous les principaux partis politiques depuis les années 1980, doit prendre fin. La défense de l'espace public est entre nos mains. ■

Notes

(1) Acronyme pour « Privately owned public spaces »

(2) Voir le n°296 de *Resurgence*.

(3) Site : <https://www.theguardian.com/cities/2017/jul/24/pseudo-public-space-explore-data-what-missing>

Le domaine public privatisé devient un espace réservé à la consommation

Bradley Garrett
est chercheur à l'université de Sydney. Il est l'auteur de plusieurs livres en anglais, dont *Explore everything: Place-Hacking the City* (Verso, 2013) classé livre de l'année par *The Guardian*.
Site : www.bradleygarrett.com